

Bi
hebdo

N°1823

Tél
01 45 06 36 57

Première Heure

Ile de France

03
Juillet
2009

Fax
01 45 06 20 83

Journal.premiere.heure@orange.fr

ISSN 1165-3833

Le premier journal local diffusé par fax

Paris vote des aires d'accueil pour les "gens du voyage"

Des caravanes au Bois de Boulogne..!

Le vote récent d'une délibération du Conseil de Paris visant à créer trois aires d'accueil réservées aux gens du voyage dans la capitale fait des vagues parmi l'opposition municipale. Il s'agit de créer une aire dans le XV^e arrondissement à la porte Balard, une autre dans le XVI^e dans le Bois de Boulogne, et une dernière dans le Bois de Vincennes. Si le maire PS du XII^e arrondissement, Michèle Blumenthal, a accepté l'installation de 25 à 30 places de caravanes, route du Fort de Gravelle dans le Bois de Vincennes, c'est, dit-elle, pour respecter la loi de 2000 et le schéma d'accueil des gens du voyage datant de 2004 mais aussi pour des raisons de solidarité, "valeurs d'accueil, de respect des libertés, et de respect de la différence portées par Paris." En revanche, les deux maires UMP du XV^e et du XVI^e arrondissement, Philippe Goujon et

Claude Goasguen, tout en reconnaissant la nécessité de respecter la loi, entrent en guerre contre cette délibération. Ils estiment que ces localisations sont inappropriées, notamment pour des raisons de sécurité (comment accueillir des familles dans un Bois de Boulogne dont les nuits sont parfois chaudes?) et matérielles (comment scolariser des enfants supplémentaires alors que les écoles du XV^e fonctionnent parfois avec 28 ou 30 élèves?). Le projet global vise à mettre en place une première tranche de 90 places de caravanes lors de l'actuelle mandature pour un coût de 17 millions d'euros, dont 4 millions pour le 15^e et 8 millions pour le 16^e. Ces places seront dotées d'emplacements pour les caravanes, de blocs sanitaires, d'espaces de jeux pour les enfants.

(suite en page 5)

Réchauffement climatique ?

Bir Hakeim: Une tortue alligator capturée dans la Seine !

Un signe de plus du réchauffement climatique ou la conséquence d'une négligence d'un éleveur d'animaux exotiques ? Dimanche dernier, un promeneur qui admirait la Seine depuis le pont de Bir Hakeim aperçoit à la surface de l'eau une tortue à la carapace couverte d'écaillés pointues et à la tête de crocodile, nageant tranquillement avant de sortir seule de l'eau et de se hisser sur le quai ! Alertés, les policiers de la brigade fluviale de la préfecture de police de Paris ont surveillé l'animal exotique avant qu'il ne soit confié aux bons soins d'une équipe spécialisée des sapeurs-pompiers. Le reptile s'est révélé être une tortue alligator originaire des cours d'eau du sud-est des Etats-Unis. Il a été conduit à la ferme tropicale du 13^e arrondissement.

Une ouverture à la concurrence devenue inéluctable

Sarkozy: "Le Grand Paris va marquer un tournant pour la RATP"

Nicolas Sarkozy a évoqué mardi à La Défense un futur changement du statut de la RATP. «Je dis à Pierre Mongin que le chantier du Grand Paris doit être l'occasion de moderniser la RATP. C'est un défi que je lui propose ! Un nouveau règlement européen la met devant un choix. Soit la RATP devient une régie locale, soit elle devient une véritable entreprise de service public. Pour moi c'est la deuxième option clairement qui est en cause. C'est l'ouverture progressive à la concurrence dans 20 ou 30 ans des transports parisiens. Il faut l'accepter. La RATP est une grande entreprise, je crois à sa mutation et nous l'aiderons.

**La Défense 2:
Ce qui s'est dit autour
de la table...**

Lire en pages 2 et 3

**Relève / cadres:
L'UMP 92
"ouvre la chasse"
aux talents**

Page 3

Ce qui s'est dit autour de la table que le ministre de la Relance animait au Cnit

Guillaume Pepy: "La Défense devient aussi important que le nœud Chatelet / les Halles"

Si le Chef de l'Etat a fait des annonces sur le Grand Paris pour accélérer le chantier, il a invité ceux qui participaient à la table ronde, mardi matin, au Cnit à s'engager plus avant. Patrick Devedjian qui animait cette réunion a donné la parole à 8 grands acteurs "Défensiens" qu'il a interrogé, et auxquels Nicolas Sarkozy a répondu à travers trois interventions, l'une sur la Défense, l'autre sur le travail dominical, et la troisième sur le Grand Paris qu'a présenté Première Heure, dans son édition de mercredi.

Le président du Conseil Général des Hts de Seine a demandé à Pierre Mongin ce que la RATP allait investir sur la Défense ? qui souffre aujourd'hui d'une accessibilité difficile: « Nous allons investir 2 milliards d'euros d'ici 2012 avec l'appui de l'Etat, du STIF, pour remplacer le matériel roulant à 2 niveaux sur la ligne A du RER, sur l'automatisation de la ligne n°1 qui va permettre de gagner 15% de capacité, et le prolongement du T2 (jusqu'au pont de Bezons et le Val d'oise), qui va permettre de gagner 15% de capacité » a répondu Pierre Mongin en faisant allusion à la rocade Grand 8 qui permettra d'amener 40.000 voyageurs dans chaque sens à l'heure de pointe à la Défense, et de relier en une demi heure Roissy. Le ministre de la Relance a fait de même avec Guillaume Pepy, PDG de la SNCF, en lui demandant si le calendrier pour 2015 sera respecté en faisant allusion au projet de prolongement d'Eole à l'ouest vers la Défense et le Mantois prévue pour 1015 (2 milliards), du TGV Normandie qui pourrait permettre d'ouvrir une gare TGV à la Défense et qui prolongerait son trajet par Le Bourget jusqu'à Roissy, pouvant ainsi recevoir des Thalys qui mettraient la Défense en relation avec la Belgique et l'Allemagne et des Eurostar en provenance de Londres. « La Défense devient aussi important que le nœud de Chatelet/Les Halles. Nous allons nous mobiliser avec RFF et le STIF. Je propose de tout mettre en commun en créant un GIP pour avancer tout schuss. Et nous serons aidé par la loi du secrétaire d'Etat pour le développement de la Région Capitale pour simplifier les procédures » a-t-il déclaré. Le Chef de l'Etat s'est réjoui de voir enfin deux présidents d'entreprises publiques « qui ont décidé de travailler ensemble » et s'est interrogé : « A quoi cela sert-il de dire que la Défense, c'est l'avenir, si on n'est pas capable de faire Eole, de réaliser cette liaison TGV Normandie avec une liaison La Défense-

Roissy, et mettre ses wagons à niveaux sur la ligne la plus chargée d'Europe (RER A). Je souhaite que l'on bouscule les calendriers pour que tout le monde bouge ! » Je ne me sens pas interpellé ! » a réagi Jean Paul Huchon lorsque Patrick Devedjian lui a donné la parole. « Ces projets ont été préparés ensemble » a-t-il ajouté démontrant que l'on a trouvé « avec le gouvernement, un accord tout à fait convenable » sur l'extension du programme de la Défense, « site incontournable, indispensable au développement de notre région et de la France », avec ses 450.000 m2 de bureaux, ainsi que sur la convergence de certains morceaux du plan de mobilisation pour les transports de la Région (18 Milliards) et du plan Blanc (21 milliards) qui se recoupent ou se rajoutent pour non » en citant la rocade de Métro Express, la ligne 14, Eole à l'ouest... et la Tangentielle Nord qu'il ne fait pas oublier. « Nous cherchons tous les pistes de financement avec Gilles Carrez. Il ne faut pas oublier qu'il y a une loi de finance juste à la fin de l'année, et que c'est dans ce cadre là qu'il faudra y penser ! ». Lors de son intervention, Nicolas Sarkozy a déclaré « qu'il n'ignore pas qu'il y a des élections. Mais si on doit attendre qu'elles soient passées pour travailler ensemble, on peut attendre longtemps ! »

Guillaume Poitral, président d'Unibail-Rodamco, grand opérateur immobilier international, avait bien mis en évidence ce problème d'accessibilité de la Défense - 80% des gens y viennent en transports en commun - en insistant sur le fait que son groupe répond à des besoins très concrets : « Nous fournissons la machine outils des grandes entreprises internationales, en fournissant des environnements où les gens vont pouvoir travailler avec efficacité et en toute connectivité » a-t-il expliqué. « Il faudra que l'on ait des tours de dernière génération, des équipements de très grande qualité, et il n'y a pas que des tours ici, mais le plus grand centre

commercial d'Europe, le 2ème Palais des Congrès de France (Cnit), le 4ème cinéma de France » a-t-il ajouté. « C'est le bon moment pour relancer le projet de construction d'une grande cité financière à Paris » a expliqué Laurent Batsch président de Paris Dauphine, et à la Défense « parce que c'est déjà une place d'affaire internationale, et qu'il y a déjà beaucoup des acteurs de la finance, de la banque, de l'assurance ! ». Il a confirmé sa volonté de rapprocher des équipes de praticiens et des équipes d'études et de recherche de son université, de rapprocher les étudiants de leurs débouchés naturelles - plus de 500 étudiants en apprentissage à Dauphine - les professionnels des lieux où ils enseignent - plus de 1000 viennent parler aux étudiants - et les enseignants-chercheurs des entreprises où ils vont trouver leurs inspirations et des idées. « Je me prends à rêver que puisse exister un jour à la Défense un très grand centre de recherche et d'initiative dans lequel il y aurait une université, mais des équipes de recherches prestigieuses, des services d'études des grands banques de la place, d'un centre de documentation et de bases de données » a-t-il conclu. C'est le directeur de Castorama-la Défense, Arnaud Navier, qui a suscité la réponse de Nicolas Sarkozy sur le travail du dimanche reprise par toute la presse avec l'exemple de Michelle Obama. Enfin, les utilisateurs et les habitants de la Défense se sont exprimés face à Nicolas Sarkozy : Jean-Yves Durand président de Aude (Associations des Utilisateurs de la Défense) a souhaité « une Défense plus intégrée dans Paris », le développement de logements de toute nature sur « une grande défense » tout en soulevant des problèmes de sécurité qui ne se limitent à la délinquance, mais à la sécurité civile et sanitaire. M. Ruman qui préside l'association des résidents s'est inquiété des conséquences du renouveau de la Défense : impact des constructions neuves au niveau physique (trop proche des habitations avec pertes de lumières et d'horizon), financière (dépréciation du patrimoine), et des nuisances des chantiers... « Il n'est pas question de vous pénaliser ! Mon rôle est de faire comprendre que le pire risque est l'immobilisme » leur a-t-il répondu.

**Grand Paris:
Des élus de gauche
dubitatifs...**

Pour Mireille Ferri, vice-présidente (Verts) du Conseil régional, "ces projets sont d'une imprécision assez sidérante. Nous avons entendu très fortement tout au long de ce discours qu'il fallait supprimer l'écart entre les discours et les actes. Chiche. La loi de finances de l'automne nous donnera la mesure de l'écart ». Jean-Paul Huchon observait pour sa part que « c'est vraiment à l'Etat de trouver les ressources »... « Si j'ai bien compris, le grand emprunt pourrait fournir une partie, ce qui veut dire que ce serait des ressources à caractère budgétaire... Lorsque Nicolas Sarkozy a parlé d'un Agora du Grand Paris - « Paris Métropole peut grossir, je n'y verrai que des avantages, mais il faut que chacun joue le jeu... que les représentants du centre et de la droite soient désignés par des représentants du centre et de la droite, pas par des élus socialistes de Paris »- en demandant en particulier que cessent les querelles qui opposent la droite et la gauche au sujet de leur représentation à Paris Métropole, JP Huchon qui était autour de la table n'a pu réprimer une grimace et le maire de Sceaux, Philippe Laurent, présent dans la salle, en a été agacé : «L'Etat veut prendre la main totalement et ne fait pas confiance aux élus locaux» a régit ce dernier. Du côté de la Mairie de Paris, on dénonçait «un mauvais procès» et on insistait sur le fait que Paris Métropole «n'est pas dans une logique partisane», comme l'a souhaité le Président pour le Grand Paris.

Pemezec veut faire la chasse aux nouveaux talents

**L'UMP 92 va
se doter d'un "comité opérationnel"
dès septembre**

La réunion à huis-clos au stade de Courbevoie avec Nicolas Sarkozy, mardi, fut l'occasion d'en apprendre un peu plus sur la stratégie de la fédération UMP des Hts-de-Seine pour les prochains mois et la préparation des prochaines échéances électorales. Puisque c'était Philippe Pemezec, secrétaire départemental, qui chauffait la salle dans l'attente du chef de l'Etat, il a indiqué ses intentions à l'adresse des militants. Satisfait des européennes, le maire du Plessis-Robinson a annoncé qu'il allait s'entourer d'un "comité opérationnel", une sorte de mini-gouvernement, qui aura pour charge de s'occuper de six domaines : les finances, la communication, le projet, la stratégie, l'analyse des résultats, la recherche de fonds. Ce comité se mettra en place en septembre prochain. Le secrétaire départemental annoncera lui-même la composition de ces équipes. Il a aussi indiqué travailler à la rénovation du site de l'UMP-92 "pour faire comme Obama, un site à la mode américaine, interactif". Un système d'alarme SMS sera mis en place pour informer les militants en direct d'un événement important concernant l'UMP. Enfin, le secrétaire a promis de "faire la chasse aux nouveaux talents pour préparer le renouvellement inévitable" des cadres et des élus. "Il faut que nous devenions la fédération la plus punchie pour être de tous les combats pour les

3 ans à venir derrière Nicolas et Xavier", a conclu le maire du Plessis.

Ceccaldi/Jean Sarkozy : Dans l'attente de l'arrivée du Président de la République à Courbevoie, la députée-maire de Puteaux, Joëlle Ceccaldi-Raynaud, a pris la parole pour encenser curieusement... Jean Sarkozy (encore absent puisqu'il est arrivé après avec son père). "Je travaille avec Jean Sarkozy, c'est un garçon extraordinaire, époustouflant, c'est l'avenir !" s'est-elle exclamée, alors qu'on imagine aisément que le fils du Président est à l'affût de son siège de députée de la circ. Neuilly-Puteaux. Mme Ceccaldi s'est empressée d'ajouter : "Mais j'ai encore ma place pour que les Hts-de-Seine deviennent un grand département !" Sous entendu, on ne me chassera pas comme ça... Par ailleurs, la maire de Puteaux s'est déclarée à nouveau hostile à la Tour Jean Nouvel et déterminée pour épargner à sa ville ses 300 m de hauteur. Encore un bras-de-fer à venir avec Patrick Devedjian.

Asnières/Incendie : Dans le cadre de l'enquête sur l'incendie qui a fait 6 morts et 20 blessés mardi, un homme de 35 ans a été déféré hier au parquet de Nanterre pour homicides involontaires. Habitant le 1er étage de cet hôtel meublé, il se serait endormi après avoir bu et fumé du cannabis dans la nuit, laissant une cigarette allumée qui aurait enflammé un matelas.

Patrick Jarry

**"Aucun élu local
n'a été
invité à prendre
la parole..."**

"J'ai participé, avec la plupart des maires adjoints de Nanterre, à la table ronde, organisée au Cnit à La Défense, et aucun élu local n'a été convié à prendre la parole" dira Patrick Jarry, maire PC de Nanterre et président de l'Epasa ... "Dans le prolongement de son discours sur le Grand Paris, le 29 avril dernier, le Président de la République a exposé sa vision de l'avenir du quartier d'affaires. Une seule nouveauté marque son exposé : puisque la City de Londres est en grande difficulté, c'est le moment d'essayer d'être "la financial walley" de l'Europe. Et tout cela sans aucune analyse des raisons qui ont conduit la City à la situation que l'on connaît. Comme si les mêmes causes ne risquaient pas de produire les mêmes effets. Pour moi,

cette ambition n'est qu'une fuite en avant, une course effrénée vers le toujours plus de mètres carrés, toujours plus de bureaux... avec le risque de la déshumanisation ou de l'obsolescence rapide de tout le secteur. Il n'y a là qu'une audace de forme. La véritable audace, le véritable courage, serait d'accepter de reconsidérer le mode de développement qui a prévalu jusqu'à maintenant. C'est ce que j'ai souligné auprès du Président de la République, lors des quelques minutes d'entretien qu'il m'a accordé à la fin de l'initiative. Nanterre a des idées et des propositions pour un autre développement. Plus solidaire. Plus durable. Il faut consentir à ouvrir ce débat aux populations de l'Ouest parisien."

Affaires Economiques

Patrick Ollier réélu à l'unanimité à l'Assemblée

Dans le cadre de la Réforme du Règlement de l'Assemblée Nationale, validée le 25 juin par le Conseil Constitutionnel, les commissions de l'Assemblée - au nombre de huit désormais - ont procédé cette semaine à l'élection de leurs bureaux répartis comme suit : un président de commission, quatre vice-présidents et 4 secrétaires. Faute d'avoir pu entrer au gouvernement (il aurait réclamé un ministère de plein exercice et non un secrétariat d'Etat comme lui aurait proposé l'Elysée) Patrick Ollier vient d'être réélu à la présidence de la Commission des Affaires Economiques, à main levée, à l'unanimité, l'opposition ayant salué "l'objectivité et l'efficacité" de sa précédente présidence. En réponse, il a remercié les membres de la commission, précisant qu'il y existait "une ambiance particulière grâce au respect mutuel et à la collaboration de tous". Les autres membres du bureau ont également été élus à l'unanimité qui est composée. La commission est composée de 40 UMP, 26 SRC, 3 NC, 3 GDR, 1 NI.

Karoutchi ambassadeur à l'OCDE: Comme attendu, Roger Karoutchi a été nommé mercredi en conseil des ministres ambassadeur permanent de la France auprès de l'OCDE, dont le siège est dans le 16^{ème} arrondissement pte de la Muette. Cette mission ne l'empêche pas de conserver ses deux mandats de conseiller régional et d'adjoint de Villeneuve-la-Garenne.

Mission Burqua: Créée le 23 juin par la conférence des Présidents de l'Assemblée, la mission "d'information sur la pratique du port de la burqa ou du niqab sur le territoire national" a tenu sa première réunion, mercredi et a élu M. André Gérin (GDR) à sa présidence. Elle a ensuite procédé à la désignation de son bureau, élisant : 4 quatre vice-présidents : Arlette Gosskott (UMP), Georges Mothron (UMP), Nicolas Perruchot (NC, et Danièle Hoffman-Rispal (SRC), quatre secrétaires : Eric Diard (UMP), Christophe Guilloteau (UMP), François Hostalier (UMP) et Christian Bataille (SRC). Le rapporteur est Eric Raoult (UMP). La mission, composée de 32 députés, procédera à des auditions : un premier cycle aura lieu les 8 et 15 juillet ; un second le 2 septembre. Ouverture à la presse des auditions.

Commissariats des 1er, 7e et 8e arrondissements

Paris reçoit des policiers de l'espace européen affectés aux touristes

Six policiers étrangers (deux Allemands, deux Néerlandais et deux Espagnols) sont accueillis, durant la période estivale, par la direction de la police urbaine de proximité afin de participer à des «commissariats européens» situés en zone de forte affluence touristique. Affectés dans les commissariats du 1er, 7e et 8e arrondissements, ils effectueront des patrouilles mixtes, vêtus de leur tenue d'origine. Ils seront rejoints le 13 juillet par deux policiers belges. Chaque année, la capitale accueille près de 18 millions de touristes étrangers. La préfecture de police se mobilise pour leur accueil et leur sécurité en déployant ses

policiers polyglottes. Ainsi, près de 165 policiers parisiens de la police urbaine de proximité parlant 31 langues étrangères sont présents pour renseigner les touristes. Afin d'être facilement identifiables, ils portent un badge mettant en évidence la langue qu'ils pratiquent. Ils peuvent également apporter une aide téléphonique à la prise de plainte, en appui du système d'accueil des victimes étrangères (SAVE). Depuis 2004, ce logiciel, qui permet d'effectuer des déclarations de plaintes simplifiées dans 14 langues, équipe l'ensemble des commissariats de la capitale.

Cambriolages en baisse dans la capitale

-58% c'est la baisse des cambriolages parisiens entre 2001 (27.204) et 2008 (11.390) selon la Préfecture de police. Une diminution de 14% est également observée pour les 5 premiers mois de 2009, où 4 327 faits ont été relevés contre 5 034 au cours de la même période en 2008. "Les actions préventives (notamment l'opération "tranquillité vacances") et répressives menées par les policiers parisiens portent leurs fruits. Ainsi, en 2008, dans 95% des cambriolages parisiens, les agents de police technique et scientifique se sont déplacés pour effectuer des relevés de traces et empreintes. Grâce à cette technique, 304 personnes ont pu être identifiées" commente-t-on à la PP.

Balladeurs : Un lycéen sur deux en surdose de bruit...

Plus de la moitié des jeunes de 20 lycées d'IDF testés lors d'une enquête de sensibilisation au bruit de l'observatoire Bruitparif, créé en 2004, utilisent leur baladeur à des niveaux dangereux pour l'audition, selon les premiers résultats publiés. Sur 418 tests, 54% écoutent leur baladeur à des niveaux supérieurs à 85 décibels (dBA). 7% des jeunes écoutent même à plus de 100 décibels, ce qui correspond au bruit émis par un marteau piqueur. A ce niveau, la dose de bruit accumulée peut entraîner des baisses de l'audition devenant irréversibles sur plusieurs années. L'enquête montre de fortes disparités selon le niveau de bruit ambiant: les lycéens évoluant en zone urbaine dense ou dans des lycées professionnels ou techniques avec ateliers ont tendance à pousser le son. Il faut en effet, pour écouter de la musique, un différentiel d'au moins 12

décibels entre le niveau d'écoute et le bruit de fond. Les jeunes oublient ensuite de diminuer le volume lorsqu'ils se retrouvent au calme. Cet observatoire a aussi mesuré le bruit dans les locaux scolaires, cantines, gymnases et salles de classe : Un élève sur deux, et près d'un adulte sur trois sont exposés au cours de la journée à des niveaux de bruit dépassant 80 décibels en moyenne cumulée. « Tout cela milite pour s'attaquer de manière globale à la gestion du bruit dans l'environnement » conclut Bruitparif, sachant que la Région travaille sur deux fronts : Lutte contre le bruit ferré et routier, label qualité pour les logements subventionnés par la Région et informations vers les jeunes lors des festivals de musique (Solidays, Rock en Seine...) afin de leur faire prendre conscience des risques encourus pour leurs tympans.

Bois-Colombes fête les 220 ans de la Révolution

Dansons la Carmagnole Place de la République !

C'est certainement la seule commune du département à y avoir pensé ! Qui sait que la Révolution française a 220 ans cette année ? A Bois-Colombes, la ville UMP d'Yves Révillon, on hissera haut les couleurs de la République. A partir de 19h, le 13 juillet, les Bois-Colombiens seront invités à assister à une soirée aussi festive que fraternelle. Un peu plus tard, vers 22h30, le traditionnel feu d'artifice prendra le relais... place de la République comme il se doit avec une projection d'images sur le thème de la Révolution sur la façade de la mairie. Avant de céder à nouveau la place au bal. Les danseurs demanderont-ils à virevolter sur la Carmagnole ? Rendez-vous le lundi 13 au soir sur la place de la République... Espérons que des têtes ne tomberont pas ce soir-là ! Autre originalité : Une séance de cinéma gratuite, avec distribution de bonbons, est programmée le lendemain, mardi 14 juillet à 14h30, à la salle Jean-Renoir avec le film d'animation franco-coréen pour enfants (de plus de 3 ans) "Les enfants de la pluie" de Philippe Leclerc.

Roland Garros : En séminaire gouvernemental dimanche dernier à Matignon, où les ministres devaient lister leur "priorités" qui seront financées par le grand emprunt, Rama Yade a proposé de faire financer, entre autres, l'extension du stade de Roland Garros. Réplique sèche de François Fillon à sa nouvelle secrétaire d'Etat aux sports : "Je ne vais pas demander aux Français de financer par l'emprunt des stades qui ne vont servir que pendant 15 jours !"

Paris ouvre ses portes aux "gens du voyage"... La droite campe au coin du bois !

(suite de la page 1) L'objectif est de 200 places. Le séjour sera limité à 3 mois maximum et permettra notamment aux familles qui ont un de leurs membres hospitalisés dans un établissement parisien d'aller le voir et l'assister. Actuellement, explique l'adjointe PS de Paris, Olga Trostiansky, les familles, accueillies à l'autre bout de l'Ile-de-France, font actuellement 60 km pour voir leurs proches. Elle dit vouloir construire à Paris "la cohésion et la paix sociales" tout en luttant "contre toute forme de discrimination et de stigmatisation". S'agissant du 12e arrondissement, Alexandre Bouchy, conseiller UMP du quartier Bel Air Nord, "dénonce" pour sa part le projet d'installation d'aires réservées aux gens du voyage dans le Bois de Vincennes. Il explique que "ce projet imposé par la Mairie de Paris, sans concertation auprès des élus de l'opposition, n'est pas la solution pour le XIIe." Là encore, c'est une pomme de discorde. La majorité soutient qu'il y a eu toute concertation nécessaire sur le projet avec l'opposition parisienne. Or celle-ci affirme qu'elle a été mise devant le fait accompli. M. Bouchy estime qu'il est "complètement absurde" de la part de la municipalité de Paris de vouloir "accentuer les mauvaises conditions de vie de ces familles, vivant déjà au quotidien dans la précarité et qui seraient d'autant plus touchées par la maladie de leurs enfants." "Nous ne comprenons pas pourquoi, ajoute-t-il, le maire de Paris envisage de dépenser autant de deniers publics pour créer des implantations précaires et provisoires". M. Bouchy précise que ce projet "ne répond pas du tout aux contraintes d'hygiène, de sécurité et de salubrité". Le maire de Paris n'a "aucune appréhension sociale de la pénibilité des conditions d'hébergement des gens du

voyage." Bref, "la solution n'est pas de créer un camping" mais d'accueillir les familles dans des "conditions décentes". Si M. Bouchy "reconnait l'obligation légale et la nécessité d'un schéma départemental visant à accueillir les gens du voyage et évidemment la nécessité pour les personnes concernées de pouvoir être à proximité de leurs enfants hospitalisés", il faut, dit-il, trouver d'autres solutions en étant plus économe des "deniers publics". Ainsi "des fonds moindres permettraient de créer un programme d'hébergements d'accueil dans de vraies constructions (existantes ou à créer), à l'image de ce qui se fait déjà au sein de l'AP-HP, comme la maison d'accueil Mc Donald à l'Institut Gustave-Roussy à Villejuif." Dans ce cas, Paris "pourrait très bien participer aux dépenses d'hébergement immédiates en hôtellerie, ce qui reviendrait à beaucoup moins cher que ce projet municipal." Par ailleurs, M. Bouchy pense que l'accueillir des familles venant accompagner un proche malade relève de la solidarité régionale. Ainsi, écrit-il, Paris est "concernée" mais aussi l'Etat "de par ses responsabilités en matière de santé publique", ainsi que la région Ile-de-France "en raison de l'implantation de grands hôpitaux" à Créteil, Clichy et Garches. L'Ile-de-France est desservie par les transports en commun et elle dispose d'une "bien plus grande capacité foncière vacante pour concrétiser ce projet d'accueil et d'hébergement." Aussi la solution serait régionale dans le cas particulier de Paris, à la fois ville et département. Le dossier pourrait rebondir. M. Goujon et M. Gosguen demandent une concertation approfondie sur ces projets. Et sur le plan juridique, ils ont saisi le préfet de région, Daniel Canepa, pour qu'il examine la délibération dans le cadre du contrôle de légalité.

Voile, aviron, canoë-kayak:

"Nautique 92" ouvre l'été sur l'Ile Monsieur

Le nouveau parc nautique de l'Ile Monsieur à Sèvres recevra sa première grande manifestation estivale du 7 au 31 juillet organisée par le Conseil général. Intitulé "Nautique 92" cet événement estival, organisé par les clubs résidents, proposera au public de s'initier gratuitement et en famille aux sports nautiques dans un cadre ludique. Objectif : donner la chance aux petits et aux plus grands de découvrir les secrets du maniement de la voile, de l'aviron et du canoë-kayak, sous les yeux attentifs de moniteurs diplômés. Ces activités seront accessibles pour les enfants de 10 ans et plus... sachant nager. Les mineurs doivent être accompagnés d'un tuteur (parent et/ou responsable associatif) afin d'attester que l'enfant est capable de nager au moins 50 m. "Avec Nautique 92, c'est désormais la mer qui vient à vous !" selon le slogan du CG. Horaires : Du mardi au vendredi, de 16h30 à 20h00 (fermé le lundi). Le samedi et dimanche, de 11h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h30.

**Cité Jean Zay:
Huchon
veut la lumière...**

Jean-Paul Huchon a demandé mercredi le lancement d'un plan concerté de rénovation de la cité universitaire d'Antony et a regretté "qu'aucune réhabilitation n'ait été engagée". Il souligne qu'une réhabilitation figurait au contrat de plan 2000-06 et que la Région a inscrit à titre exceptionnel, au budget 2008, 2 ME de crédits pour la réhabilitation des bâtiments de la résidence d'Antony, que cet engagement financier a été renouvelé en 2009 pour accélérer la mise en place effective d'un plan de financement de la réhabilitation universitaire Jean Zay. Le président d'IDF fait valoir que "l'avenir de cette résidence, qui regroupe plus de 15% du logement social étudiant des académies d'IDF, représente un véritable enjeu d'intérêt régional". Pour lui, "les inquiétudes légitimes des résidents et des organisations étudiantes sur d'éventuels projets de destruction de la résidence d'Antony doivent être levées par la Communauté des Hts-de-Bièvre" propriétaire de la résidence. "Le lancement de travaux sur une partie des bâtiments nécessite une clarification préalable de l'ensemble des acteurs concernés (Etat, Crous, Agglo) et des garanties sur le maintien d'une offre équivalente de logements sociaux."

Préfets/Crise : En tant que président de l'Association du Corps Préfectoral et des Hauts Fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, le préfet d'Ile-de-France, Daniel Canepa, devisera ce matin devant les journalistes sur : "Le métier de préfet face à la crise, quel métier demain ?" lors d'un petit-déjeuner à 8h45 à l'Hôtel de Noirmoutier.

La résidence accueille 15 % des logements étudiants IDF

**Tensions
autour de la cité U d'Antony
"menacée"**

Le ton monte à la cité U Jean Zay d'Antony. Hier soir le collectif "Jeudi noir" qui s'oppose à la destruction de 550 chambres d'étudiants de la cité, organisait une manif devant la mairie d'Antony en présence de la nouvelle eurodéputée Karima Delli. Le collectif Jeudi Noir entre dans la lutte pour la sauvegarde et la rénovation de la plus grande cité universitaire d'Europe, la résidence Jean Zay d'Antony et ses 2 500 places, qui accueille 15 % des logements étudiants d'Île-de-France.

"Depuis quelques semaines, la communauté d'agglo des Hts-de-Bièvre cherche à passer en force pour démolir le bâtiment C de cette résidence, soit 550 logements très abordables (150 euros par mois) et localisés près du RER qui pourraient partir en fumée ! Sans aucune concertation, les étudiants reçoivent, les uns après les autres, des lettres d'expulsion, souvent sans proposition de logement. Qui est responsable de ce saccage annoncé ? Patrick Devedjian : le ministre de la relance et homme fort d'Antony. Après avoir démolit le bâtiment B en 1986 (à la place de laquelle trônent désormais des bureaux à moitié vides...), l'ex-maire avance encore d'un pas dans l'expulsion des étudiants indésirables", s'indigne Jeudi Noir qui met Valérie Pécresse dans le même sac Patrick Devedjian et le président de la Communauté des Hts-de-Bièvre,

Georges Siffredi, tentent par un communiqué de désamorcer la révolte : "L'objectif est de permettre aux étudiants de mener leurs études dans de bonnes conditions et de trouver des solutions adéquates de logement en termes de proximité, d'accessibilité et de charge financière, notamment pour leur famille."

Démolitions/reconstructions

Pour chaque logement étudiant démolit dans le département, le Conseil général reconstruit 1,2 logements, soit 20% de plus que précédemment. Les logements nouveaux devront être répartis en fonction des besoins sur le territoire du département et localisés prioritairement à proximité des lieux d'enseignement supérieur, des gares ou facilement accessibles par les transports en commun. Au total, 3.000 logements seront construits ou réhabilités par le département. Ainsi, pour ce qui concerne la résidence universitaire Jean Zay : 548 logements étudiants vont y être détruits, des logements exigus (10 m2) et totalement hors normes. Du fait de leur état de vétusté, le Crous avait déjà retiré de son offre de location près de 150 de ces logements, 650 logements étudiants seront donc reconstruits avec l'aide du Conseil général dans le cadre de cette opération. Sur toutes les nouvelles constructions qu'il finance, le Conseil général veille à ce que la surface minimum fasse en moyenne 16m2."

Malakoff : Les élus PS manifestent devant l'Assemblée contre la délocalisation de l'Insee à Metz

Les élus socialistes des Hts-de-Seine sont mercredi devant l'Assemblée nationale, pour soutenir les salariés de l'Insee situé à Malakoff contre sa délocalisation à Metz. "Sans concertation préalable, la Présidence de la République et le gouvernement ont décidé au cours de l'été de créer un Pôle National de la Statistique Publique à Metz. Le PS 92 s'oppose à ce projet qui est en fait un démantèlement d'activités déjà existantes, qui vise à compenser la fermeture des casernes de Metz. Cette délocalisation menace la qualité du service statisti-

que public car elle l'exposerait à de nombreux départs d'experts en poste et qui entraînerait par ailleurs des coûts financiers importants. Et que dire des coûts humains ? Des familles seraient éclatées du fait de l'impossibilité pour le conjoint de retrouver un travail équivalent sur place", estiment les élus PS du 92 menés par le maire de Clamart, Philippe Kaltbach. "Les Hts-de-Seine sont particulièrement touchés par cette délocalisation puisqu'elle concerne entre autre la direction générale de l'INSEE qui est à la limite du périphérique et de Malakoff et un site qui se trouve

à Malakoff même. 185 salariés de ces deux sites sont concernés par cette délocalisation. De plus l'Etat prévoit le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux après les départs en retraites", ajoutent-ils. Guy Janvier, conseiller général de Vanves, ville également touchée par cette délocalisation a déclaré : "Il y a une volonté de la part du gouvernement de droite de ne pas donner les chiffres qui dérangent. On ne peut pas mener des actions crédibles si on n'a pas un minimum de données fiables : besoins sociaux, population, loi DALO, etc..."

Un bail emphytéotique où chacune des deux entités trouve son avantage

Constructions / réhabilitations / gestion HLM: Rapprochement de Nogent Habitat et de Valophis Habitat

Jacques JP Martin, maire de Nogent-sur-Marne et président de Nogent Habitat OPH, et Jean-Jacques Bridey, président de Valophis Habitat, OPH 94 viennent de signer un protocole de rapprochement entre les 2 offices. Ce protocole précise les conditions de mise à disposition du patrimoine de Nogent Habitat à Valophis Habitat par le biais d'un bail emphytéotique ainsi que les engagements pris par Valophis Habitat en termes de réhabilitation, de construction et de gestion de proximité.

Depuis juin 2005, Valophis Habitat assure par un mandat de gestion partiel l'animation et la coordination de l'équipe de gardiennage de Nogent Habitat. But : assurer l'entretien et la maintenance des immeubles de l'office et améliorer la qualité du service rendu aux locataires. Mais par cet accord les deux organismes veulent aller plus loin dans cette collaboration. Objectif : permettre aux locataires de Nogent Habitat de bénéficier du savoir-faire et des moyens financiers de Valophis Habitat tout en garantissant un suivi par la mairie de Nogent de la qualité du service rendu aux locataires et des attributions des logements sur le patrimoine de l'Office. Au total, le patrimoine, objet du bail, correspond à 1.055 logements répartis sur 15 résidences, 1 foyer de 60 logements, 6 commerces et 10 locaux annexes dont les bureaux de l'Office. Le bail fait l'objet d'une redevance unique payée cumulativement et d'avance d'un montant de 16,1 millions. Sa durée est de 90 ans. Le bail emphytéotique permet par ailleurs à Valophis Habitat de prendre la gestion des immeubles de Nogent Habitat et d'utiliser ses fonds propres pour contribuer au financement des opérations de restructuration et de réhabilitation des immeubles de Nogent Habitat. Quant à Nogent Habitat, il pourra retrouver la pleine propriété de ses immeubles à l'issue du bail emphytéotique. Il est vrai que Nogent Habitat est confronté à la nécessité de réaliser des travaux importants d'entretien et de rénovation liés à l'âge du patrimoine (39 ans d'âge moyen, les derniers logements livrés datent de 1997). C'est le cas notamment sur les 232

logements qui datent des années 1930 et qui nécessitent des travaux lourds de restructuration et de réhabilitation que la taille de l'office nogentais ne lui permet pas d'assumer ni financièrement, ni en termes d'ingénierie. Le protocole précise les engagements de Valophis Habitat en termes de gestion et de travaux. S'agissant de réhabilitation, Valophis Habitat réhabilitera les 232 logements HBM datant des années 1930, avec un budget minimum de 40.000 E HT par logement. Valophis Habitat poursuivra la mise en conformité du parc d'ascenseurs et engagera des travaux sur la résidence Franchet-d'Esperey, sur celle du 123 bd de Strasbourg et sur la RPA des Hts de Villemain. Pour les opérations de construction, Valophis Habitat s'est engagée à participer activement à la réalisation de logements locatifs sociaux afin de permettre à la commune de Nogent de réaliser le contrat de mixité sociale qu'elle a signé avec l'Etat. D'ores et déjà, une 1ère opération de 48 logements est envisagée bd de Strasbourg. Enfin, pour la gestion de proximité,

Valophis Habitat implantera une antenne de gestion à Nogent. Par ailleurs, un conseil local de concertation locative ainsi qu'une commission d'attribution des logements décentralisée seront créés afin d'associer la commune et les administrateurs de Nogent Habitat à la vie de ce patrimoine. A noter que ce montage a fait l'objet d'un soutien actif de la préfecture du 94 et de la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages ainsi que de la Fédération nationale des offices publics de l'habitat. Un contrat où les deux parties trouvent leur avantage. Pour la ville de Nogent, il permet de requalifier et de développer le patrimoine locatif social sur la commune pour améliorer la qualité de vie des résidents tout en lui conservant un ancrage local et départemental. Pour Valophis Habitat, la signature de ce bail lui permet de développer son patrimoine et de confirmer son rôle de premier bailleur social du département du 94 conformément aux orientations qui lui ont été assignées par sa collectivité de rattachement.

Créteil/Dcaux: Les Verts jugent le choix d'un Vélib' "riquiqui" désolant !

Selon Catherine de Luca et Catherine Calmét, conseillères municipales (Verts), le projet Vélib' de Créteil est un "projet bancal et mal ficelé". "Ce choix d'un Vélib' riquiqui est vraiment désolant", ajoutent-elles. Les deux élues estiment que la société Decaux est "assurée de bénéficier des recettes du marché publicitaire de la ville pendant 15 ans, en contrepartie d'un mini système de Vélib' local, exclusivement limité au territoire de la ville de Créteil, sur la base de 9 stations et de 115 vélos." Les 2 élues affirment qu'"on est bien loin de la qualité de service offert par la version originale de Vélib' à Paris et en proche couronne (1.200 stations et 16.000 vélos)". Elles précisent : "Même le tout nouveau Velcom, mis en service ce mercredi dans 4 communes de l'agglomération Plaine Commune, offre un service plus important avec 29 stations à St-Denis (3 fois plus que pour le projet

cristolien, pour une commune équivalente en nombre d'habitants et en superficie)."

Enfin, les élus écologistes mettent en garde contre un projet qui risque de "se transformer en gouffre financier". "La ville propose de se lier pour 15 ans avec JC Decaux, tout en renonçant aux redevances d'occupation du domaine public et aux recettes du service pour les vélos utilisés plus de 2 fois par jour. Elle prendra en charge l'essentiel des coûts de réparation des vélos (au-delà de 15 vélos) et financera intégralement toutes les modifications du réseau (environ 23.000 E/station). En contrepartie, Decaux s'engage à implanter en tout et pour tout 9 stations équipées de 115 vélos au total, pour une redevance symbolique de 1.000 E par an (alors que Plaine Commune va percevoir 300.000 E de redevance !)".

Artisanat: Nouveau site dédié à la Charte qualité

Jean-Louis Maître, président de la Chambre de métiers et de l'artisanat du Val-de-Marne, et Laurent Garnier, vice-président du CG du VdM, ont dévoilé mardi dernier la nouvelle identité visuelle et le nouveau site Internet dédié à la Charte qualité des artisans du Val-de-Marne. Cette charte fonctionne côté entreprises et côté clients. Côté entreprises : la Charte qualité les implique et l'engage à s'améliorer sans cesse grâce à des modules cohérents et progressifs, avec un niveau d'exigence crescendo, allant d'une Charte qualité confiance axée sur l'accueil et le conseil jusqu'à une Charte qualité excellence, axée sur le développement durable, en passant par une Charte qualité performance axée sur un management maîtrisé. Pour les clients, la Charte Qualité est une aide précieuse qui les guide dans leurs choix de consommation "pour une satisfaction optimale".

Chevilly-Larue. Christian Hervy, maire PC, et Jean-Paul Homasson, adjoint délégué à la Prévention-santé, ont inauguré mercredi l'implantation du premier défibrillateur automatique au sein de l'espace public de Chevilly-Larue au Parc des sports. La commune initie l'implantation de défibrillateurs dans les lieux publics afin de prévenir les accidents cardio-respiratoires. A terme, ce seront 6 appareils qui seront à disposition dans des lieux définis. La commune anticipe ainsi l'obligation liée à la législation, effective à compter de 2012.

Editeur: Tess Communication. RCS Paris.B 390 731149. APE : 221 E. Gérant/Directeur de la publication: Christian Souquet-Basiège. Siège social: 65, av Kléber 75116 Paris. Tél. 01 39 24 04 81. - SIREN 390 731 149 00022. Bi-hebdo imprimé au journal et diffusé par fax le mardi, le vendredi et par flashes. Abonnements: 1.910 e. tess.communication@wanadoo.fr
Rédaction 75/92: Jean-Pierre Dubois. 22, rue Paul Bert 92150 Suresnes. Tél. 01 45 06 36 57 Fax 01 45 06 20 83 journal.premiere.heure@orange.fr
Rédaction 93/94: Hervé Guénot 6, rue de l'Elysée Ménilmontant 75020 Paris. guenot.herve@wanadoo.fr
Rédaction IDF: Paul Philippart 2, rue Claude Matrat 92013 Issy. tel. 06 22 03 10 67 paul.philippart@wanadoo.fr

Le réaménagement des escales ont pesé sur le Festival de l'Oh ! 2009

Quelques éléments sont d'ores et déjà disponibles sur le Festival de l'Oh! qui s'est tenu dans le Val-de-Marne le week-end dernier. Toutes escales confondues, la participation au festival sur deux jours se situe dans une fourchette de 150 à 160.000 personnes, contre un peu plus de 200.000 les dernières années. Cette baisse de fréquentation de l'édition 2009 s'explique, selon les organisateurs, par le fait qu'elle s'est déroulée dans un contexte nouveau et spécifique : la réorganisation générale, avec suppression d'une escale sur deux en alternance, et un dispositif de communication sensiblement allégé. Certaines escales connaissent cependant, selon les organisateurs, des "sauts spectaculaires d'affluence et d'activité". C'est le cas de Bonneuil, d'Orly et de Maisons-Alfort. Les nouvelles escales de Sucy et

d'Ablon ont constitué de "réels événements locaux", qui ont permis la redécouverte de sites méconnus. L'incidence de la baisse du nombre d'escales sur le nombre de passagers transportés et sur la recette des 2 euros de la solidarité a été, selon les organisateurs, limitée. D'une part en raison d'un dispositif de navigation optimisé dans un contexte, d'éloignement plus grands des escales entre elles, et, d'autre part, du fait de la progression de la participation dans presque toutes les escales. Au total, 14.899 passagers ont été transportés en deux jours, contre 18.366 l'année dernière et 16.428 en 2007. La recette totale (en attente de dons complémentaires par des comités sportifs) est de 20.920 euros contre 24.207 E en 2008, soit une baisse de 13,6%.

Ivry-sur-Seine. Le débat public sur le projet de remplacement du centre de traitement des déchets ménagers d'Ivry Paris XIII se déroulera à la rentrée de septembre. Mais d'ores et déjà, le site internet est disponible (debatpublic-traitement-dechets-ivry.org). Ce débat public (jusqu'en décembre) portera sur l'opportunité du projet, ses objectifs et ses principales caractéristiques. Le Syctom qui gère le centre actuel devra tenir compte des opinions exprimées au cours du débat pour maintenir, modifier ou abandonner son nouveau projet. La Commission de débat public a pour mission d'informer le public et de donner la parole à chacun. Pour mettre au point les modalités de ce débat les membres de la Commission invitent le public à se prononcer avant le 8 juillet.

Boissy-St-Léger/RN19. Jean-Paul Huchon a confirmé la participation "exceptionnelle" de la région à hauteur de 70% (112 ME) dans le cadre du Programme de développement et de modernisation des itinéraires (PDMI) 2009-2014 pour la déviation de la RN 19. De son côté, l'Etat finance 30% (48 MF) du projet. Et l'Association des 17 villes riveraines pour l'aménagement de la RN19, représentée par Régis Charbonnier, maire de Boissy, vient de présenter aux usagers de la RN19 la chronologie des travaux ainsi que la phase fonctionnelle telle qu'elle sera en 2014. Les participants ont découvert l'historique de la déviation depuis 1970, avec toutes les actions et les combats menés. Lors de

cette réunion, M. Charbonnier a lu une lettre de Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux transports, qui entérine définitivement la participation de l'Etat pour la déviation de la RN 19 dans le PDMI 2009-2014. M. Charbonnier explique que "après plus de trente ans de combat, nous savourons ce succès. Mais ce succès n'empêche pas que nous resterons vigilants et attentifs pour que les "lignes de crédits" soient débloquentes, et que les travaux se fassent dans les temps décidés." Boissy voit défiler sur la RN 40.000 véhicules/jour, dont 8.000 poids-lourds.

Vente Icade: Avancée à petits pas

Les 43 maires se sont réunis pour la quatrième fois mercredi dernier à l'invitation de Claude Pernès, président de l'Amif pour examiner l'avancement de la vente des 32.000 logements d'Icade, Serge Grzybowski et de la SNI, André Yche. Les élus leur ont rappelé qu'il ne pouvait y avoir de vente du patrimoine d'Icade sans leur accord et sans leur signature. Ils ont décidé d'avancer unis dans cette négociation, et ont condamné le manque de clarté dans la négociation de la part d'Icade et du consortium. Cependant, les maires ont appris avec satisfaction que la SNI devenait leur interlocuteur unique et ont obtenu le rallongement du délai de présentation de l'offre globale du consortium, qui est repoussé du 14 juillet à fin octobre.